Séance du Conseil municipal du 26 juin 2023

L'an deux mille vingt-trois, le lundi vingt-six, à dix-neuf heures trente minutes, le conseil municipal, légalement convoqué le 19 juin 2023, s'est réuni à la salle des fêtes, sous la Présidence de **Monsieur Patrice NION, Maire.**

Présents : M. Patrice NION, Mme Marie-France PAUGAM, Mme Ginette CARPENTIER, M. Daniel AMOURETTE, Mme Isabelle ASSELIN, Mme Christine CAMPAIN, Mme Corinne GRILLY, Mme Alice PAUMIER, M. Stéphane TROHAY et M. Dominique VOISIN.

Absents excusés : M. Daniel BOUCOURT (a donné procuration à Mme Marie-France PAUGAM), M. Laurent CANDELIBES (arrive au 4^{ème} point de l'ordre du jour) et M. Patrick FLAUTRE (a donné procuration à M. Patrice NION).

Absentes : Mme Gwendoline HAVÉ et Mme Nathalie LA RUS.

Secrétaire de séance : Mme Alice PAUMIER.

Le procès-verbal de la séance précédente est approuvé à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

Réhabilitation du presbytère - Avenant

Les fenêtres sont posées.

Un conflit, à présent résolu, a opposé le plaquiste et le plombier.

Les menuiseries intérieures (lambris) et extérieures seront terminées courant septembre.

Suite au maintien des 4 cheminées par la DRAC, il a été conclu qu'il était préférable de fermer les conduits de cheminées par des tôles en aluminium.

À l'unanimité, les membres du Conseil autorisent la signature du devis 3638 des Ateliers Christophe BENARD pour un montant de 2 571.96 € HT soit 3 086.35 € TTC sur le lot n°3 – Menuiserie.

Défense extérieure contre l'incendie

Monsieur le Maire rappelle le projet de la commune d'installer une réserve incendie de type bâche souple au Hameau de Grand Pré.

Monsieur le Maire fait part de la proposition de M. TRIGAN Xavier de céder à la commune, pour l'euro symbolique, 160 m² sur la parcelle AV108.

Les frais de notaire et de bornage restent à la charge de la commune.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte, à l'unanimité, cette acquisition de terrain à l'euro symbolique et charge Monsieur le Maire d'accomplir les formalités nécessaires.

Grand Pré : Il reste à poser une bâche du côté de chez M. VATELIER à Grand Pré. Celui-ci voulait réhabiliter une mare mais M. NION n'y est pas favorable car on va récupérer toutes les eaux de la route.

LE SDIS est Ok sur un terrain à côté appartenant à M. VATELIER. En attente de sa réponse.

Les Authieux : voir pour signer une convention avec la propriétaire du haras. Il y a une mare d'environ 300 m³ qui récupère les eaux de toiture du haras ainsi que du manège. La propriétaire souhaite la vider et la bâcher pour que la mare soit hermétique. Le SDIS est OK et demande un accès jusqu'à la mare.

Demande d'enregistrement au titre des ICPE du GAEC Chauvet

Monsieur le Maire fait part de la demande d'enregistrement présentée par la Société GAEC LOG CHAUVET relative à l'extension d'un élevage de 150 à 200 vaches laitières et d'un élevage de 60 à 140 bovins à l'engraissement sur la commune de Buchy.

Une consultation du public a été ouverte du lundi 22 mai 2023 au lundi 19 juin 2023 inclus.

Il appartient au Conseil municipal de la commune de Sainte-Croix-sur-Buchy de donner son avis sur cette demande d'enregistrement avant le 3 juillet 2023.

Après discussions, les membres du Conseil émettent, à l'unanimité, un avis favorable sur cette demande.

Arrivée de M. Laurent CANDELIBES

Fonds de Solidarité Logement

Par courrier en date du 7 juin 2023, le Département de la Seine-Maritime sollicite la commune pour participer au financement du Fonds de Solidarité Logement.

Ce dispositif de solidarité à caractère mutualiste attribue des aides financières pour accéder à un logement ou s'y maintenir. Il permet également la mise en place de mesures d'accompagnement social pour permettre aux ménages l'accès ou le maintien dans un logement.

La cotisation est de 0.76 € / habitant.

Le Département propose de signer une convention de contribution financière au Fonds de Solidarité Logement pour l'année 2023.

À l'unanimité, les membres du Conseil municipal refusent la participation à ce fonds.

Fonds d'Aide aux Jeunes

Le Fonds d'Aide aux Jeunes accorde des aides financières aux jeunes de 18 à 25 ans dans le cadre d'un soutien au projet d'insertion sociale et professionnelle ainsi que dans le cadre d'une aide de première nécessité.

La contribution demandée est de 0.23 € par habitant soit, pour la commune de Sainte-Croix-sur-Buchy (691 habitants), une contribution de 158.93 €.

À la majorité, les membres du Conseil acceptent le versement de cette contribution.

Agent communal – renouvellement de contrat

Monsieur le Maire rappelle que M. BOUSREZ a été embauché du 1^{er} avril au 30 juin 2023. Il propose de renouveler son contrat pour 6 mois du 1^{er} juillet au 31 décembre 2023 pour une durée hebdomadaire de 20/35^{ème} (indice brut 367 / indice majoré 340).

Accord unanime du Conseil municipal.

Adhésion de Bolbec au SDE76

Accord unanime du Conseil municipal pour l'adhésion de la commune de Bolbec au SDE76.

Nomination d'un référent déontologue des élus

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit notamment que tout élu local peut consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.

La charte de l'élu local, pour sa part, est prévue par l'article L 1111-1-1 du CGCT et repose sur sept engagements :

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Ainsi, le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement.

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Le référent déontologue est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Le décret prévoit que la fonction de référent déontologue peut être exercée par :

-Une ou plusieurs personnes n'exerçant, au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées, aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêts

-Un collège, composé de personnes répondant aux mêmes conditions, qui adopte un règlement intérieur précisant son organisation et son fonctionnement.

Monsieur le Maire précise qu'il appartient donc au Conseil municipal de désigner un ou plusieurs référents déontologues des élus satisfaisant aux conditions précitées.

À ce titre, le CDG76 et l'ADM76, en leur qualité de tiers de confiance, proposent de recenser des référents déontologues des élus et d'organiser leur saisine afin de garantir un processus confidentiel.

Les élus des collectivités et établissements publics pourront ainsi adresser directement leurs requêtes sur une boîte mail mise à disposition : adm76-deontologuesdeselus@cdg76.fr. Cette boîte mail ne pourra être lue que par les seuls référents déontologues. Les saisines auront lieu uniquement par écrit, sur un formulaire dédié et mis à disposition des élus.

Les réponses aux saisines seront transmises directement par le ou les référents déontologues à l'adresse électronique indiquée par l'élu demandeur.

L'élu demandeur aura la possibilité de solliciter, au choix, l'avis de l'un des référents déontologues. Toutefois, s'il juge sa demande complexe, l'élu pourra solliciter simultanément l'avis de deux référents déontologues.

Les référents déontologues seront indemnisés, après vérification du service fait, par le Centre de Gestion dans les conditions de l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local :

-80€ par dossier sur présentation d'un justificatif mentionnant uniquement le nom de la collectivité ou de l'établissement public dont relève l'élu ainsi que la date de la saisine.

-160€ par dossier si l'élu a sollicité l'avis des deux référents pour une demande complexe ; La vacation sera acquittée par le CDG 76 selon les mêmes modalités.

Le montant de la vacation sera ensuite facturé par le CDG 76 à la collectivité ou l'établissement public à prix coûtant. En sa qualité de tiers de confiance, le CDG 76 certifiera le service fait sans que la collectivité ou l'établissement public ait accès au nom de l'élu et au motif de la saisine.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, :

- prend connaissance des dispositions de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale et du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
- désigne, pour la durée restant à courir du mandat, les référents déontologues des élus dont la liste est annexée à la présente délibération : Sylvia BRUNET, Arnaud HAQUET et Antoine CORRE-BASSET.
- autorise le Maire à faciliter la saisine confidentielle des référents déontologues par les élus du Conseil municipal, dans le respect d'une stricte confidentialité, selon les modalités précisées dans le présent rapport en partenariat avec l'Association des Maires et le Centre de Gestion de la Seine-Maritime.

QUESTIONS DIVERSES

1) Terrain de Fréval

Il reste un terrain appartenant à la commune à Fréval.

M. GREAUME propose de l'entretenir en échange d'y mettre ses chevaux. Accord unanime sous réserve qu'une clôture soit faite par M. GREAUME.

2) Association Lis-moi une histoire

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de M. MORVAN, Président de l'Association Lis-moi une histoire qui demande s'il sera possible de louer (en échange d'un loyer) le local actuel de la bibliothèque quand la médiathèque sera ouverte.

À revoir ultérieurement.

3) Remerciements

Monsieur le Maire remercie les personnes qui ont participé à l'organisation de Pierres en Lumière à la Chapelle des Authieux. Environ 80 personnes sont venues à la manifestation.

4) Demande d'administré

M. MADRASSI, domicilié dans le centre du bourg, demande à allonger le bateau devant chez lui et à déplacer la gargouille pour les eaux pluviales. Un devis a été fait pour la somme de 2422 €.

M. VOISIN dit que si l'on accepte les travaux, on valide la sortie dangereuse dans le virage.

Mme PAUMIER demande si M. MADRASSI veut que ce soit la mairie qui paie.

Mme PAUGAM dit que si on l'autorise à faire les travaux (et que ce soit lui qui règle la facture), la responsabilité sera toujours sur la commune.

Il est décidé de voir avec l'aide juridique de l'assurance pour approfondir la question de la responsabilité.

Sujet à revoir.

5) Permanences de mairie

Du 4 au 30 juillet 2023 : pas de permanence des élus.

Du 31 juillet au 25 août 2023 : permanence du maire le lundi de 18h à 19h (sauf le lundi 14 août 2023).

À compter du 28 août 2023 : reprise des permanences habituelles des élus (lun 17h-19h et jeu 10h-12h).

M. CANDELIBES :

- un habitant des Campeaux souhaite 2 dos d'ânes dans les Campeaux.

M. NION dit que ce n'est pas possible car les Campeaux ne sont pas en agglomération.

Mme PAUMIER demande comment on peut appuyer la demande.

Un comptage de la vitesse des véhicules a été effectué. C'est dans la moyenne nationale de la vitesse.

Mme PAUMIER demande s'il faut faire une pétition.

- le Comité des fêtes donne un coup de main à l'organisation de la kermesse de l'école du 30 juin.
- 9 et 10 septembre : fête de Sainte-Croix

9 septembre soir : feu d'artifices. Montant : 1950 € TTC (+30% par rapport à 2022). Mme PAUGAM trouve cela très cher. Accord unanime pour que le feu d'artifices soit financé par la commune.

10 septembre : foire à tout + structures gonflables.

M. AMOURETTE donne un compte-rendu de l'exposition qui a eu lieu dans l'église du 27 mai au 4 juin (138 visiteurs) et du 10 au 18 juin (171 visiteurs). 42 enfants de l'école sont venus voir l'expo.

L'association Reg'Arts Confrontations fait un don de 150 € à la commune et de 50 € à la paroisse.

Mme PAUMIER : réunion de lancement pour le site Internet (identifier les besoins, les différentes catégories). On doit leur donner une banque de photos pour la fin juillet. Proposition de logo à faire.

Mme CARPENTIER évoque le repas du 8 mai. Retour positif sur le traiteur. Musique un peu trop forte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 21h45.